

Echange avec la presse au Vietnam.

Emmanuel MACRON

Bonjour à toutes et tous, merci d'être là pour ce déplacement. Je voulais faire un peu le point de cette journée et de cette visite d'Etat au Vietnam et répondre à toutes vos questions. Pour vous dire qu'à l'issue de cette journée, qui m'a permis de rencontrer le Président, le secrétaire général du parti et le président de l'Assemblée nationale, voir l'ensemble des autorités. Demain, nous aurons des échanges sur l'énergie nucléaire et je me rendrai à l'université franco-vietnamienne. Cette visite s'inscrit dans un contexte très singulier pour nous tous. D'abord, évidemment, la question des tarifs qui frappent lourdement le Vietnam, pays qui a transformé son économie très profondément ces dernières années, mais beaucoup par des exportations vers le continent américain, et qui a été menacée de taxes à plus de 45 % de tarifs par les États-Unis, d'un contexte qu'on connaît de guerre en Europe impliquant la Russie, et de cette guerre d'agression donc lancée par le président Poutine, et évidemment cette tension sino-américaine qui touche beaucoup des pays de la région.

Dans ce contexte, la France, depuis 2018, a lancé une stratégie indopacifique qui vise justement à renforcer notre coopération avec beaucoup des pays de la région, avec une conviction qui est la défense du droit international, de la capacité à avoir un modèle de prospérité et de paix avec tous ces pays, et de développer des stratégies de partenariats nouveaux. Cette volonté a été reconnue pleinement par le Vietnam, qui a engagé avec la France, à la fin de l'année dernière, un partenariat stratégique global. Nous sommes le seul pays européen avec lequel il y a ce niveau d'intensité, et cette visite d'État venait en quelque sorte consacrer ce mouvement. Elle nous a permis d'abord de partager nos vues, un attachement au droit international, précisément, une condamnation des guerres d'agression et une volonté de préserver la souveraineté des peuples, la liberté maritime aussi, en particulier dans la mer de Chine méridionale. C'est ce même agenda que nous voulons défendre dans les discussions douanières comme dans les enceintes internationales.

Ensuite, nous avons beaucoup avancé ces dernières années sur les questions de mémoire. J'avais envoyé le ministre des Armées l'année dernière, pour la commémoration de Diên Biên Phu, ce qui était évidemment un mouvement historique. Et nous avons la volonté, à Diên Biên Phu justement, d'avoir un partenariat avec le Mémorial de Caen et de faire un travail de mémoire commune. Nous avons eu ce matin et nous aurons ce soir à nos côtés plusieurs vétérans, anciens combattants donc de la guerre d'Indochine et de ces moments qui ont marqué notre histoire commune. Mais au-delà de ça, nous avons aussi signé pour la première fois une lettre d'orientation et une lettre commune en matière de défense, avec là aussi des premiers achats des premières capacités et une volonté donc d'avancer sur les questions de défense et de capacité, des hélicoptères en passant par l'ouverture de nouveaux chantiers. Nous avons aussi signé la conclusion de satellite lors de ce déplacement.

Au-delà de ça, il y a en matière d'aéronautique, de ferroviaire, d'économie industrielle, de services aux entreprises, à peu près tous les domaines du jeu qui ont fait l'objet de coopérations. Et ce sont à l'occasion de cette visite d'État 9 milliards d'euros de contrats qui sont signés et qui marquent, en matière de défense, d'aéronautique, d'énergie, de ferroviaire, le lien très fort qu'il y a entre nous. Je le disais en commençant mon propos, j'aurai demain un moment spécifiquement dédié à l'énergie, parce que nous avons décidé avec le Vietnam de lancer une initiative que nous avons justement programmée après la COP de Glasgow, il y a quelques années, avec plusieurs pays partenaires, qui sont ces programmes de transition énergétique juste. JETP, dans le jargon. Ces programmes que nous avons d'ailleurs avec l'Afrique du Sud ou avec d'autres, nous les avons avec le Vietnam. Et quels que soient les retraits, en particulier américains, nous avons conforté et confirmé notre engagement. La France a déjà engagé 250 millions d'euros sur ce programme. Elle a encore 250 millions d'euros à engager. Et c'est dans ce cadre-là que nous investissons pour accompagner le Vietnam dans sa décarbonation, ce qui est un des enjeux majeurs pour la planète. Pourquoi ? Parce que le Vietnam fait partie de ces pays qui ont un modèle de développement qui a été beaucoup reposé sur le charbon. Ils ont pris l'engagement de ne plus décider l'ouverture de nouvelles centrales. Certaines qui ont été décidées par le passé vont s'ouvrir dans les années qui viennent, donc ils ne sont pas encore tout à fait au pic. C'est un peu une problématique voisine d'ailleurs de la Chine. Mais ils ont commencé leurs conversions et nous les accompagnons, d'abord avec des centrales à gaz qui font partie de cette transition et qui accompagnent EDF.

Ensuite par la volonté de nouer un partenariat en matière d'énergie renouvelable, tout particulièrement d'hydroélectricité, où nous avons des compétences, un savoir-faire, et puis notre volonté de réinitier un partenariat sur le nucléaire civil. Et là, EDF souhaite, avec son partenaire japonais MHI, être un allié de cette stratégie vietnamienne. Là aussi, un accord a été signé ce matin dans ce contexte. Au-delà de cela, nous avons plusieurs engagements internationaux que nous souhaitons faire avancer. Le Premier ministre sera présent au sommet des océans à l'UNOC, donc le 8 juin prochain à Nice. Nous souhaitons également nous coordonner dans plusieurs enceintes internationales et puis avancer en matière de sécurité des investissements entre l'Union européenne et le Vietnam. Là aussi, le Vietnam attend des réponses et la France en tout cas soutient celles-ci. Voilà, je pourrais être plus long et couvrir beaucoup d'autres sujets, mais c'était le cœur du déplacement qui était d'aujourd'hui, avec cette visite d'État dans laquelle plusieurs ministres parlementaires et une grande délégation économique et culturelle m'accompagnent.

Je finirai sur ce point parce que nous avons aussi les échanges humains. On a une très grande communauté vietnamienne et franco-vietnamienne dans notre pays où nous prenons soin et qui joue un rôle important. Et ces échanges humains ont structuré une relation très forte sur le plan culturel, intellectuel, académique, en matière de médecine, en matière de coopération scientifique. On célébrera ce soir deux grands destins français en l'espèce, mais nous consolidons ces partenariats. On signe donc plusieurs accords pour développer la langue française, Et c'est un des points importants. Elle a reculé dans la région, ces dernières décennies, notre volonté est de réengager. C'est pour ça que le secrétaire général était présent au Sommet de la francophonie à l'automne dernier. Et nous souhaitons donc pouvoir ouvrir de nouvelles écoles, ça fait partie de notre partenariat, et développer l'enseignement du français dans les différents cycles d'enseignement vietnamien. Ce lien humain, le fait de l'entretenir, les nouveaux projets artistiques, culturels et scientifiques que nous développons à l'occasion de ce voyage et la place du français sont aussi un élément clé.

Journaliste

Ces menaces de taxes ici au Vietnam à hauteur de 45 % et puis on l'a appris il y a quelques heures, vendredi, Donald Trump qui, une nouvelle fois, fait une sorte de volte-face, et menace Union européenne de taxes à hauteur de 50 %. Quelle est votre réaction ? Est-ce que vous l'avez eu au téléphone ? Est-ce que ce sont des menaces, de la com ? Ou est-ce qu'il faut vraiment, cette fois-ci encore, le prendre vraiment au sérieux ?

Emmanuel MACRON

D'abord, la position de la France est claire, je l'ai réitérée ici. Nous pensons que les déséquilibres commerciaux, quand ils existent, ne se règlent pas par les tarifs. La France est un pays qui, comme vous le savez, a d'ailleurs des déficits commerciaux eux-mêmes, mais pour nous, c'est très largement lié à notre dépendance hydrocarbure, ce qui est, je le rappelle toujours, et c'est toujours important de s'en souvenir. Tout ce qui nous permet de décarboner notre économie réduit notre déficit extérieur, parce que c'est ça le cœur de nos importations. Je ferme cette parenthèse. Mais on la règle donc en réorientant les commerces, en étant plus compétitifs, mais en aucun cas par des tarifs. Donc, nous ne pensons pas que ce soit la bonne méthode, de même que nous ne pensons pas que ce soit une bonne méthode de créer de l'incertitude en permanence, parce qu'elle freine les investissements et l'économie.

Ceci étant dit, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le président Trump, en effet. Je crois qu'il faut voir là la traduction d'une impatience à conclure. Il y a eu aussi des échanges avec la présidente Von Der Leyen ces dernières heures, qui a poursuivi une discussion très en profondeur. Et moi, je suis confiant.

Quel est notre objectif ? D'avoir un cadre d'investissement et d'échange pacifié avec les États-Unis d'Amérique et de le faire, évidemment, de part et d'autre en défendant nos intérêts, mais en permettant qu'il y ait de la concurrence la plus loyale possible. C'est en quoi nous croyons, une concurrence loyale et équitable. Et donc les discussions avancent bien. Il y a eu un bon échange, je crois, entre le président Trump et la présidente Von Der Leyen. Et je souhaite qu'on puisse poursuivre sur ce chemin qui doit nous conduire plutôt à revenir à des tarifs les plus bas possibles qui permettront les échanges les plus fructueux possibles. J'ajoute, pour le rappeler, que les chiffres qui sont souvent invoqués de commerce et de déficits commerciaux lorsqu'ils donnent des montants plus de 240 milliards d'euros, sont faussés parce qu'ils ne prennent pas en compte les biens et services numériques qui, eux, sont très à l'avantage des États-Unis d'Amérique. Et si on rééquilibre les flux des biens et produits par les biens et services numériques, où les États-Unis sont très exportateurs vers l'Europe, on a un déséquilibre qui est à peine d'une cinquantaine de milliards, c'est-à-dire 0,2 PIB américain. Donc, vous voyez que, par rapport à la magnitude de nos échanges, on a une relation commerciale qui est quasiment équilibrée.

Journaliste

Von Der Leyen comme Donald Trump a dit : « Vladimir Poutine est devenu complètement fou » Et que pensez-vous des dernières heures en Ukraine ?

Emmanuel MACRON

Écoutez. Ce qui se passe, en ce moment en Ukraine, est inacceptable et gravissime. On ne peut pas dire dans la journée par ses représentants, par ses communiqués ou autres qu'on est prêt à discuter et qu'on veut la paix, et bombarder. Parce que quand on bombarde, c'est qu'on veut tuer.

C'est ce qui se passe aujourd'hui chaque jour, et de manière de plus en plus intense. Ce double langage montre simplement le caractère inauthentique des discussions qu'il y a pu avoir. J'ai lu, comme vous, et j'ai pu parler avec le président Trump sur ses réactions, je pense que le président Trump réalise que lorsque le président Poutine, au téléphone, lui a dit qu'il était prêt à la paix, ou lorsque le président Poutine a dit à ses émissaires qu'il était prêt à la paix, il leur a menti.

La priorité pour la France, pour ses partenaires européens et les Ukrainiens, c'est que nous obtenions au plus vite un cessez-le-feu, le plus durable possible, qui permette d'engager des discussions pour une paix robuste et durable, et que pour cela, comme nous nous l'étions dit il y a une dizaine de jours à Kiev, en Européens et en coordination étroite avec les Américains et d'ailleurs plusieurs autres alliés, nous donnions une date butoir au président Poutine, qu'enfin tous puissent constater qu'il ment, et qu'au-delà de cette date butoir, il y ait une représaille massive qui soit effectuée, en particulier en termes de sanctions.

On a pris beaucoup de sanctions ces derniers mois et depuis 3 ans. Il faut maintenant qu'avec les États-Unis, on soit engagés pour que cela cesse. Je salue la volonté américaine de paix, mais aujourd'hui, il faut nous donner collectivement les moyens de l'imposer au président Poutine. Le seul moyen, c'est la menace de sanctions massives. Je souscris à ce qui a été dit et je considère que ce qui s'est passé ces dernières heures est gravissime, et dit à quel point le président Poutine a menti aux Européens et aux Américains.

Journaliste

Juste, monsieur le Président, en attendant, une vidéo qui est virale, à la descente de votre avion, avec votre femme, où elle semble vouloir vous agripper le visage, votre entourage a démenti la véracité de cette vidéo. Est-ce que vous continuez de la nier, est-ce que vous acceptez le fait qu'elle soit authentifiée, quelle est votre réaction par rapport aux fakes news ?

Emmanuel MACRON

On n'est pas totalement dans le même registre de discussion que ce qu'on vient d'avoir... Alors, il y a une dizaine de jours, il y avait une vidéo totalement authentique. Je retirais un mouchoir de la table et donc c'était un sachet de drogue que nous nous partagions avec le Chancelier Merz et le Premier ministre Starmer.

Je crois qu'il y a 8 jours, il y avait une vidéo totalement authentique où j'étais en train de serrer la main, mains restées ensemble, avec le président Erdogan, et ça devenait une fameuse clé turque, mon doigt était saisi, et c'était soudain l'expression d'un rapport de force géopolitique qui disait beaucoup de la France.

Et là, une vidéo qui ouvre, nous sommes en train de nous chamailler, et plutôt de plaisanter avec mon épouse, et je suis surpris par cela, devient une espèce de... catastrophe géo planétaire, où certains sont en train même d'avoir des théories pour expliquer... Voilà. Tout ça, c'est un peu n'importe quoi.

Les vidéos sont toutes vraies. Après, il y a parfois des gens qui les trafiquent, mais on fait dire à une vidéo beaucoup de bêtises. Sur ces 3 vidéos, j'ai ramassé un Kleenex, serré la main à quelqu'un, et juste plaisanté avec mon épouse, comme on le fait assez souvent. Ni plus.

Journaliste

Ce n'était pas une erreur de démentir l'authenticité de cette vidéo qui a été tournée par une agence de presse ?

Emmanuel MACRON

Mais moi, je ne vous démens... Moi, je ne vous démens rien du tout. Je ne vous démens rien du tout. Je vous dis juste que, 1) voilà, tout ça est un peu dans le monde où on vit, je pense qu'on n'a pas tellement de temps à perdre. Et je vois beaucoup de Maboul passer leur journée à expliquer sur toutes ces vidéos des interprétations. Je vous le dis, moi, ça fait 3 semaines. Si vous faites l'agenda international du président de la République française, de Kiev à Tirana jusqu'à Hanoï, il y a des gens qui ont regardé des vidéos et qui pensent que j'ai partagé un sac de cocaïne, que j'ai fait un *mano* à *mano* avec un président turc et que là, maintenant, je suis en train d'avoir une scène de ménage avec ma femme. Rien de tout ça n'est vrai, pourtant ces 3 vidéos sont vraies. Il faut que tout le monde se calme et surtout s'intéresse au fond de l'actualité et voilà.

Je le dis avec détachement, parce qu'à la fin, ce n'est pas grave, mais ce qui m'importe, c'est qu'on ait aussi un rapport à l'information et à la vérité pour nos compatriotes, parce que sinon, tout ça tourne. Je ne parle pas de vous, je parle après de l'usage qui en est fait dans les réseaux et la manière de détourner une vidéo, et parfois, chez certains aussi, de la déformer. On rajoute parfois des petites cuillères. J'ai découvert des choses à cette occasion.

Journaliste

Qui aurait intérêt à le faire ? Vous dites des maboules.

Emmanuel MACRON

Bah les réseaux sont toujours les mêmes. Ils sont assez tracés. Les Russes sont des bons alliés. Les extrêmes en France, des formidables proxys. Et après, on a des tas de comptes, anonymes ou pas, et puis on a toujours les mêmes qui, ça leur monte le caramel à la tête, y compris des rédacteurs ou —je ne parle pas de vous qui êtes là— mais enfin, des commentateurs d'actualité qui n'ont jamais beaucoup aimé ce que je faisais, qui expliquaient ce matin que j'avais une diplomatie d'homme battu, vous voyez, pour vous dire à quel point ce sont des fadas. Donc on a quand même beaucoup de fadas dans le système. Nous, il faut qu'on reste calme et qu'on dise les choses, et puis surtout qu'on mène une politique volontariste, voilà.

Journaliste

Monsieur le Président, quelques mots sur ce matin, peut-être, ce qui s'est passé. Bruno Retailleau s'est exprimé concernant ce rapport sur l'entrisme qui a été dévoilé il y a quelques jours maintenant. Il semble que vous n'ayez pas été très satisfait du fait que ce document ait été dévoilé. Ce matin, le ministre de l'Intérieur réaffirme que c'était nécessaire et que ça lui paraît très important.

Emmanuel MACRON

Non, mais ce document, d'abord. De quoi parle-t-on ? Que veut-on faire ? Et faisons les choses sérieusement. Je n'ai pas été content du fait qu'un conseil de défense se tenait sur un document confidentiel, avec pour débattre des conditions de sortie de ce document et qu'il fuit avant. Ce n'est pas professionnel. Moi, j'aime bien que les choses soient faites de manière professionnelle. Ça n'a pas été le cas.

Maintenant, depuis plusieurs années, et je le dis parce qu'il faut toujours distinguer les choses, il faut distinguer la religion et l'islam... ils aiment la République, ils aiment notre pays, donc je veux qu'on arrête de tout confondre dans les débats et je commence par là.

On a ensuite, dans certains quartiers, dans certains endroits des phénomènes identifiés. J'en ai parlé en 2020, le discours des Mureaux, ce qu'on appelle le séparatisme ; c'est-à-dire certains, qui au nom de l'Islam, un islam politique beaucoup plus radical, eh bien demande de ne pas respecter les lois de la République en l'assumant. Nous avons, à la suite de ça, fait un très gros travail qui a conduit à prendre un loi qui a été promulguée en 2021 qui est appliquée, et qui au titre de ça, pour faire respecter les principes de la République, a permis de fermer des écoles où des petites filles étaient tenues à part, de manière non conforme aux règles de la République, a permis de fermer des associations qui, là aussi, n'étaient pas conformes aux règles de la République ; de mieux régenter les relations entre les associations qui touchent des subsides de la République et le respect de nos principes, etc.

J'ai demandé d'abord qu'il y ait une évaluation très précise qui soit faite de cette loi, et qui est en train d'être finalisée par l'ensemble des ministres concernés sous la supervision du Premier ministre, parce qu'on peut toujours améliorer les choses. En début 2024, donc c'était alors Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, Gabriel Attal, Premier ministre, je vous le rappelle, nous avons demandé collectivement un nouveau travail des hauts fonctionnaires et experts sur la question de l'entrisme, qui n'a rien à voir avec le séparatisme, mais qui est là une stratégie développée par certaines confréries ou organisations, en particulier les frères musulmans, qui consiste, sans signe visible, à, en quelque sorte, retourner les esprits, mais sans que ça se voit de manière organisationnelle.

Alors, il faut faire attention avec ça. Ça existe. C'est là. Le rapport le qualifie bien. Il y a plusieurs exemples dans le rapport géographique qui sont donnés, c'est pour ça que je souhaite qu'ils soient communiqués en bonne et due forme, mais il ne faut pas pour autant penser qu'il y en a partout, parce que ça peut rendre complotiste ou paranoïaque.

Il faut identifier ce problème et surtout, il faut qu'il y ait une réponse. Et donc, ce que j'ai demandé au Gouvernement, c'est deux choses. Il y a des premiers éléments organisationnels qui m'ont été proposés par le Gouvernement, qui ont été validés en Conseil de défense, c'est-à-dire que les directions compétentes du ministère de l'Intérieur, direction du renseignement, direction des libertés publiques, puissent mieux travailler ensemble pour préparer ces dossiers, qu'on puisse avoir aussi un meilleur travail local sur la base de ce qui est fait.

J'ai demandé que dans les semaines à venir, on puisse aussi parachever des éléments pour voir si, juridiquement, il nous faut des choses pour lutter contre ces phénomènes. Parce que ça existe, ça existe dans notre République, on ne doit pas le laisser faire pour, justement, que dans les communes où ça se passe, eh bien, nous défendions les principes qui sont les nôtres et la possibilité de vivre ensemble. Ni plus ni moins.

C'est un rapport important qui a été commandé en janvier 2024. Il y a une partie communicable qui a été préparée, qui va être officiellement communiquée à tous pour que chacune et chacun voit le problème. Il y a surtout des réponses qui doivent être préparées, comme nous l'avons fait avec le séparatisme, et ce qui a été fait sur le séparatisme, si besoin était, devra être complété.

C'est un chemin extrêmement important, exigeant, pour préserver à la fois l'unité de notre République, pour nous protéger face à des comportements qui sont extrêmes, mais surtout des comportements qui cherchent à déstabiliser, à ne pas respecter ou à affaiblir les principes de la République. C'est l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est la possibilité de vivre entre concitoyens, c'est l'équilibre politique et l'indépendance de la France. Pour autant, l'exigence qu'on doit avoir, le caractère intraitable de nos réponses ne doit pas conduire à tout confondre et à stigmatiser l'ensemble de nos compatriotes, dont l'islam et la religion.

Journaliste

Monsieur le Président, Donald Trump a qualifié Poutine de fou. Est-ce pour vous le signe que les États-Unis et Donald Trump en particulier seraient prêts à déclencher des sanctions massives à l'égard de la Russie ? Et avez-vous évoqué ce sujet avec lui ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je le souhaite. Je le souhaite, non pas pour qu'elle soit mise en œuvre, mais pour qu'elle soit suffisamment dissuasive pour permettre d'avoir la paix. En tout cas, nous avons vu ces dernières heures, une fois encore, s'exprimer la colère de Donald Trump, et une forme d'impatience. Je souhaite simplement maintenant qu'elle se traduise en actes. C'est-à-dire qu'à plusieurs reprises, le président Trump a déploré, a condamné des frappes. Là, je souhaite que cette indignation qu'il a exprimée, que nous partageons, elles se traduisent dans une capacité des États-Unis d'Amérique avec les Européens à menacer d'un paquet de sanctions totalement différent et beaucoup plus massif qui permet de dissuader la Russie et enfin, d'arrêter le conflit. Et je le dis parce qu'il en va de la crédibilité des États-Unis d'Amérique et de la nôtre désormais.

Je l'ai évoqué avec lui, comme à chaque fois, et moi, je l'ai engagé à aller dans cette direction parce que c'est véritablement le seul moyen de bâtir cette paix et d'avoir ce cessez-le-feu. Allez-y, oui.

Journaliste

Malgré les trentaines d'accords signés ici, la France reste le 21^e partenaire du Vietnam. Comment est-ce qu'on fait exister la France face à la Chine, face aux États-Unis qui ont d'autres arguments ?

Emmanuel MACRON

Alors d'abord, il y a eu pendant longtemps une histoire qui avait ses hauts et ses bas, comme on dit ici, et sans doute une confiance qui n'était pas encore là. Je pense que ces dernières années, nous avons collectivement commencé à changer les choses. J'en veux pour preuve le fait que nous sommes le seul pays d'Europe qui a ce statut de partenariat stratégique global. Ensuite, vous avez totalement raison de dire que nous n'avons pas le niveau d'échanges commerciaux d'investissement qui pourrait être le nôtre. Alors, nous n'aurons jamais le niveau de la Chine ou des États-Unis compte tenu de la taille des économies. Mais après, il y a des économies plus régionales qui sont plus intégrées. Je souhaite que nous puissions faire plus.

Je pense qu'on peut faire davantage avec l'aéronautique. On a commencé, c'est l'essentiel des accords qu'on signe là, avec la défense. Et là, je pense que c'est une manière aussi de diversifier ce partenariat pour nos amis vietnamiens, parce qu'il y avait un lien très étroit avec d'autres pays de la région. La France, voilà, est un grand pays exportateur. Nous sommes le 2^e exportateur mondial en défense, et il y a une vraie qualité, et ça permet de diversifier le risque. En termes d'énergie, je l'ai dit, et là, je crois beaucoup à ce qu'on est en train de semer, donc j'ai beaucoup d'espoir dans ce qu'on peut faire sur l'hydroélectricité et le nucléaire civil, et puis en termes ferroviaire et de services urbains. Donc, oui, on doit faire plus, et vous avez tout à fait raison de rappeler l'endroit d'où on part.

Journaliste

Juste, sur l'interdiction, du port du voile dans l'espace public proposée par...

Emmanuel MACRON

Non, mais je ne vais pas commenter toutes ces propositions. Je pense que j'ai essayé d'expliquer ce qui était...

Journaliste

Pour les moins de 15 ans, juste, je précise.

Emmanuel MACRON

Non, mais est-ce que ça répond à la question ou du séparatisme ou de l'entrisme ? La réponse est non. Donc, je pense qu'il faut avancer avec méthode. Si on amalgame tous les débats, on crée de la confusion chez nos compatriotes. Donc je pense que là, qu'est-ce qui se passe dans l'actualité ? Il y a un rapport qui est rendu au Gouvernement sur l'entrisme. Le Gouvernement doit travailler pour apporter des réponses face à cela et évaluer la qualité des réponses qui ont été apportées sur le séparatisme. Je m'en tiendrai là. Le reste, il faut que chacun vive dans une société où on doit être exigeant, où il y a des droits et des devoirs, mais où il doit y avoir aussi du respect à l'égard de chacune et chacun.

Journaliste

Merci beaucoup.